

# Le Monde 1979

## Une politique politicienne

Par FRANÇOIS FONVIEILLE-ALQUIER

Publié le 14 décembre 1979

**Le Monde**

*ARCHIVE : Article réservé aux abonnés*

Lorsqu'un mot, une expression, une formule, se retrouvent, soudain, sous toutes les plumes et sur toutes les lèvres, on peut imaginer qu'une contagion mystérieuse a présidé à sa propagation. À l'égard du vocabulaire, le journalisme et la politique sont aussi perméables que d'autres milieux aux mimétismes de la mode. Cependant, lorsque l'expression " politique politicienne " est employée, le même jour, aux deux extrêmes de l'horizon, par Alain de Benoist et par Georges Marchais, on est bien forcé d'admettre qu'elle répondait à un besoin et que, n'eût-elle pas existé, il aurait fallu l'inventer. Le besoin est donc apparu, dans la France de 1979, d'établir une distinction entre une politique qui serait " politicienne " et une autre qui ne le serait pas...

Est-il nécessaire de souligner le caractère péjoratif et presque infamant de l'épithète ? Bien que nés d'un même lit, issus d'une même et lointaine ascendance grecque, le substantif et l'adjectif ainsi associés ont suivi pourtant des chemins différents, tant il est vrai qu'une même famille a pu donner naissance à un " prix de vertu " et à un chenapan. Il y aurait donc une " politique politicienne ", foncièrement méprisable, et qui salirait les mains de quiconque s'y froterait, et une autre politique qui échapperait à l'opprobre et laisserait son éclatante blancheur à la robe d'Éliacin. L'une serait mise en œuvre par une cohorte de purs esprits, l'autre choisirait ses moyens dans l'ambition sans frein, la compromission et l'intrigue. Déjà, certes, des suffixes malsonnants avaient donné " politicard " ou " politicaillerie ", et aggravé la disgrâce d'un mot. Mais, désormais, le fossé paraît définitif entre la politique pure et l'autre...

Cette vision manichéenne appelle, cependant, quelques correctifs. Ce n'est sans doute qu'une première approximation, mais, à en juger d'après les affrontements en cours, il semble bien que la politique noble, pure, respectable, est celle qu'on pratique soi-même, et la " politique politicienne " celle des autres. Mais comme, en définitive, chaque parti ou presque accuse les autres de s'y complaire, sinon de s'y vautrer, aucun n'évite le discrédit, et tout finit par un match nul.

Ces jours-ci, le symptôme majeur qui révèle, chez tel ou tel, un inavouable penchant pour la politique dite " politicienne, c'est l'intérêt qu'il porte aux présidentielles de 1981 ". " Ils ne pensent qu'à ça ! ", dit-on, et c'est une manière de dénoncer, des ambitieux forcenés, de vulgaires électoralistes... Eh bien ! qu'on nous permette de dire que, s'ils pensent aux présidentielles, et les préparent dès maintenant, ils ont mille fois raison. (Tout le monde y pense, d'ailleurs, mais il est de bonne guerre d'en accuser autrui...) Soyons logiques ! Nous allons répétant, depuis

vingt ans, que, dans ce régime, il existe un seul centre de décision, l'Élysée. Que le Parlement est devenu un coquillage vide. Enfin, que les cris, les défilés, les réclamations des opposants, laissent indifférent ce monstre froid qu'est le pouvoir. Conquérir l'Élysée, c'est donc le seul moyen de s'accommoder d'une Constitution fondée sur le déséquilibre des pouvoirs en faveur de l'exécutif. Ce serait folie de ne pas tout mettre en œuvre pour s'emparer des seuls leviers de commande aptes à faire avancer la machine. (Et même si c'est une façon de céder aux tentations " politiciennes "...)

### **Grave imprudence**

En réalité, l'étiquette déplaisante est distribuée, ici et là, à tort et à travers. Elle sert à qualifier (ou plutôt à disqualifier), tantôt l'acte de candidature et la propagande qui l'accompagne, tantôt la manière de gouverner ; tantôt l'exercice du pouvoir, tantôt l'installation à demeure dans l'opposition, à l'abri de l'irresponsabilité, tandis que, selon le critère du bien et du mal absolus, les " luttes " à la base s'opposeraient à un programme de gouvernement, les législatives aux présidentielles. Mais, en fin de compte, n'est-ce pas l'action civique, ou la démocratie, qui fera les frais de l'étiquetage ?

En fait, l'emploi du mot " politicien ", au masculin ou au féminin, est une grave imprudence de la classe politique. C'est une concession au poujadisme le plus imbécile. Concession dangereuse parce qu'elle en entraîne d'autres, parce que le risque est grand de voir un jour l'adjectif contaminer le nom auquel il est accolé, et le discrédit s'étendre, de proche en proche, à la politique en général et à toute forme de civisme. Est-il si urgent de réveiller ce poujadisme qui se tapit, prêt à bondir, dans l'inconscient du citoyen le plus raisonnable dès lors que les circonstances font de lui un contribuable écorché, l'usager cahoté d'un service public, un téléspectateur frustré par une grève de l'image, un automobiliste en querelle avec les émirats du Golfe, ou la victime excédée d'une administration kafkaïenne ?

Pour désigner une politique qui serait, indiscutablement, " politicienne ", un mot existait déjà, et depuis fort longtemps, " démagogie ". Celle-ci consiste à multiplier les promesses inconsidérées et, pour cultiver les mécontentements, préconiser dans l'opposition des mesures dont on sait bien qu'on ne pourrait les appliquer si l'on parvenait au pouvoir. À partir de cette définition simple, tout devient clair et une politique honnête n'a rien à redouter des suffixes.

FRANÇOIS FONVIEILLE-ALQUIER